

# ATTAL-PHILIPPE : L'UNION FERAIT-ELLE VRAIMENT LA FORCE ?

Antoine Bristielle

22/09/2026

**À sept mois de l'élection présidentielle, Édouard Philippe et Gabriel Attal sont tous deux candidats, mais aucun n'est aujourd'hui assuré d'accéder au second tour. Si leurs électorats partagent un même socle, leurs périphéries rendent en effet tout rassemblement incertain. À partir des résultats de **la vague de septembre 2026 de l'Enquête électorale française** réalisée par Ipsos BVA-Cesi École d'ingénieurs pour le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et *Le Monde* auprès de plus de 13 000 Français inscrits sur les listes électorales, Antoine Bristielle, docteur en science politique et directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation, compare ces deux électorats et teste concrètement les scénarios de désistement.**

[Les résultats complets de l'enquête](#)

À sept mois de l'élection présidentielle, Édouard Philippe et Gabriel Attal sont confrontés à une situation paradoxale. Tous deux sont candidats, mais aucun n'est aujourd'hui assuré de pouvoir accéder au second tour. Dans la configuration étudiée ici, Édouard Philippe recueille 14% des intentions de vote et Gabriel Attal, 6%. Face à la perspective d'un second tour opposant Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon, les deux hommes ont assuré qu'ils sauraient, le moment venu, prendre leurs responsabilités et se rassembler.

Cette situation pose un double problème. Le premier concerne la campagne elle-même. Constamment ramenés à la question de savoir lequel devra finalement s'effacer derrière l'autre, Édouard Philippe et Gabriel Attal peinent à installer le débat sur ce qui devrait pourtant constituer le cœur de leurs candidatures : leurs propositions, leur projet et, surtout, les attentes des électeurs qu'ils cherchent à convaincre. Avant même de savoir s'ils peuvent se rassembler, encore faut-il donc comprendre qui vote pour eux et pourquoi.

Le second problème concerne l'hypothèse même du rassemblement. Le débat politique raisonne

souvent comme si un accord entre les deux candidats suffisait à résoudre l'équation : l'un se retirerait, appellerait à soutenir l'autre et leurs électors viendraient naturellement s'additionner. Une telle lecture suppose pourtant que les candidats soient, en quelque sorte, propriétaires de leurs électeurs et puissent transférer leurs voix avec leur soutien. Or un accord entre candidats n'est pas nécessairement un accord entre électors.

C'est cette double interrogation que nous proposons d'explorer dans cette note. Il s'agit d'abord de comprendre ce qui caractérise aujourd'hui les électors de Gabriel Attal et d'Édouard Philippe : qui sont-ils, quelles sont leurs attentes et en quoi diffèrent-ils ? Il s'agit ensuite de tester concrètement les conditions d'un éventuel rassemblement : les électeurs de l'un se reporteraient-ils effectivement sur l'autre en cas de désistement ? Et quels sont les profils de ceux qui accepteraient ce transfert, comme de ceux qui le refuseraient ?

Pour répondre à ces questions, nous nous appuyons sur la **vague 3 (septembre 2026) de l'Enquête électorale française** réalisée par Ipsos BVA-Cesi École d'ingénieurs pour le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et *Le Monde*. Réalisée auprès de plus de 13 000 Français inscrits sur les listes électorales, elle offre une profondeur d'échantillon rarement disponible dans les enquêtes d'opinion classiques et permet ainsi d'aller au-delà des seuls rapports de force électoraux pour observer les dynamiques propres à des sous-électors très spécifiques.

## **Gabriel Attal et Édouard Philippe : un même socle, mais deux coalitions électorales différentes**

L'hypothèse d'un accord entre Gabriel Attal et Édouard Philippe repose implicitement sur l'idée que leurs électors appartiendraient suffisamment au même espace pour pouvoir s'additionner. Il suffirait alors que l'un se retire pour qu'une grande partie de ses voix vienne naturellement renforcer l'autre. Mais deux candidats peuvent partager une histoire politique et un socle électoral sans pour autant rassembler exactement les mêmes populations, ni surtout susciter les mêmes attentes.

C'est précisément ce que montre la comparaison de leurs électors. À première vue, les ressemblances sont majeures. Gabriel Attal et Édouard Philippe puisent l'essentiel de leurs soutiens dans le même espace politique et leurs électeurs présentent de nombreuses caractéristiques communes. Mais dès que l'on s'éloigne de ce cœur, deux coalitions différentes commencent à apparaître.

Édouard Philippe rassemble un électorat plus âgé, davantage situé à droite et dont les attentes

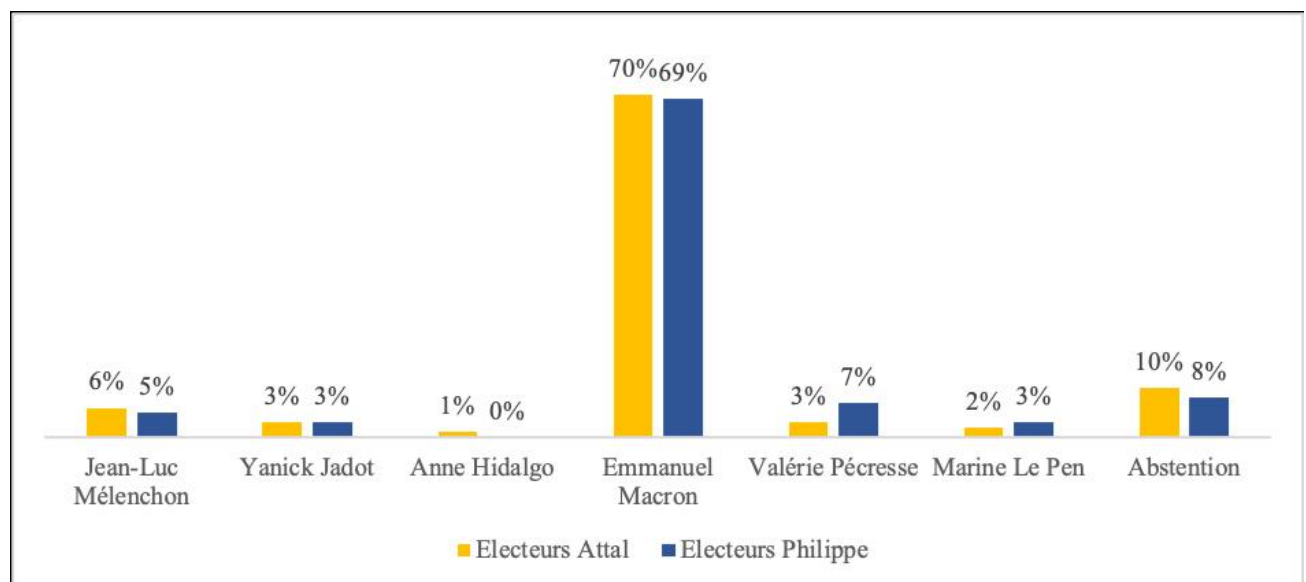
sont fortement structurées par la maîtrise des comptes publics. Gabriel Attal dispose d'un électorat plus jeune, plus central politiquement et davantage préoccupé par le pouvoir d'achat, la rémunération du travail et certains enjeux sociaux.

Ces différences ne suffisent pas encore à déterminer ce qui se produirait en cas de désistement. Mais elles permettent déjà de comprendre pourquoi le rapprochement des deux candidats ne peut pas être envisagé comme une simple addition arithmétique de leurs électorats.

## Un socle électoral remarquablement proche

Le premier constat que l'on est amené à faire lorsqu'on étudie les électorats Attal et Philippe est celui de la proximité. 70% des électeurs de Gabriel Attal avaient voté Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 ; ils sont 69% parmi les électeurs d'Édouard Philippe. La similitude se retrouve aux élections européennes de 2024 : 45% des électeurs Attal avaient alors choisi la liste Renaissance et ses alliés, 44% des électeurs Philippe. Les deux candidatures reposent donc très largement sur le même socle politique initial.

**Graphique 1. Vote au premier tour de la présidentielle de 2022 des électeurs de Gabriel Attal et d'Édouard Philippe**



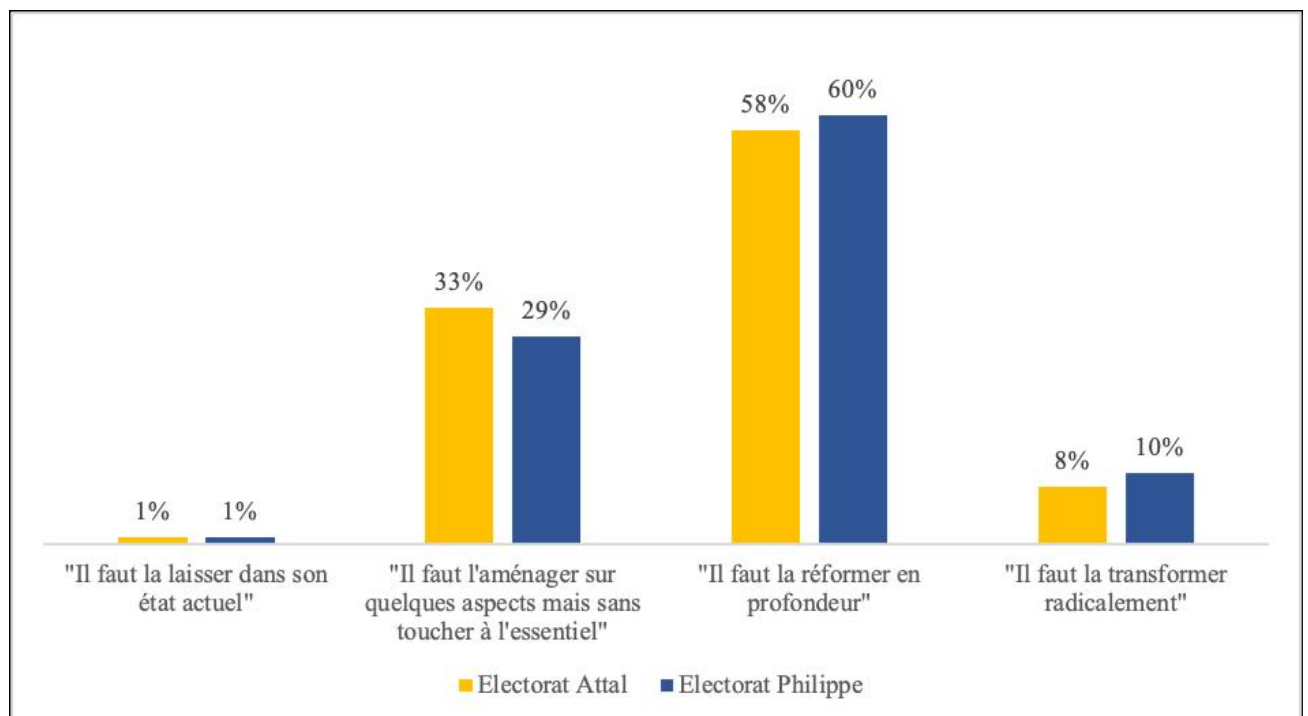
Leur proximité dépasse également la seule trajectoire électorale. Le niveau de diplôme, par exemple, ne permet pratiquement pas de les distinguer : 61% des électeurs Attal et 63% des électeurs Philippe disposent d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Les écarts de revenus sont également faibles : 37% des premiers et 40% des seconds appartiennent à un foyer disposant de plus de 3500 euros nets mensuels, tandis que les revenus inférieurs à 2000 euros concernent

respectivement 19% et 17% d'entre eux. Même constat concernant leur implantation territoriale : 41% des électeurs Attal et 43% des électeurs Philippe résident dans une agglomération de plus de 200 000 habitants. Dans les deux cas, 20% vivent dans une commune rurale. Ni le diplôme, ni le revenu, ni le territoire ne permettent donc de faire apparaître deux électorats sociologiquement différents.

Leurs représentations politiques générales sont également très proches. 70% des électeurs Attal et 73% des électeurs Philippe considèrent qu'il existe aujourd'hui trop d'idées et de comportements radicaux en France. Une majorité importante préfère un dirigeant capable de faire des compromis pour obtenir des résultats : 71% chez Gabriel Attal, 67% chez Édouard Philippe.

Cette modération ne doit toutefois pas être confondue avec une satisfaction à l'égard du *statu quo*. Seuls 1% des deux électorats souhaitent laisser la société française dans son état actuel. 58% des électeurs Attal et 60% des électeurs Philippe souhaitent au contraire la « réformer en profondeur », auxquels s'ajoutent respectivement 8% et 10% souhaitant la « transformer radicalement ».

**Graphique 2. Souhait de transformation de la société, au sein de l'électorat de Gabriel Attal et d'Édouard Philippe**



C'est une caractéristique importante du socle commun aux deux candidatures : il s'agit d'un électorat modéré sur la forme – attendant des partis politiques qu'ils recherchent des compromis – mais néanmoins demandeur de changements profonds sur le fond. Il valorise ainsi la démocratie

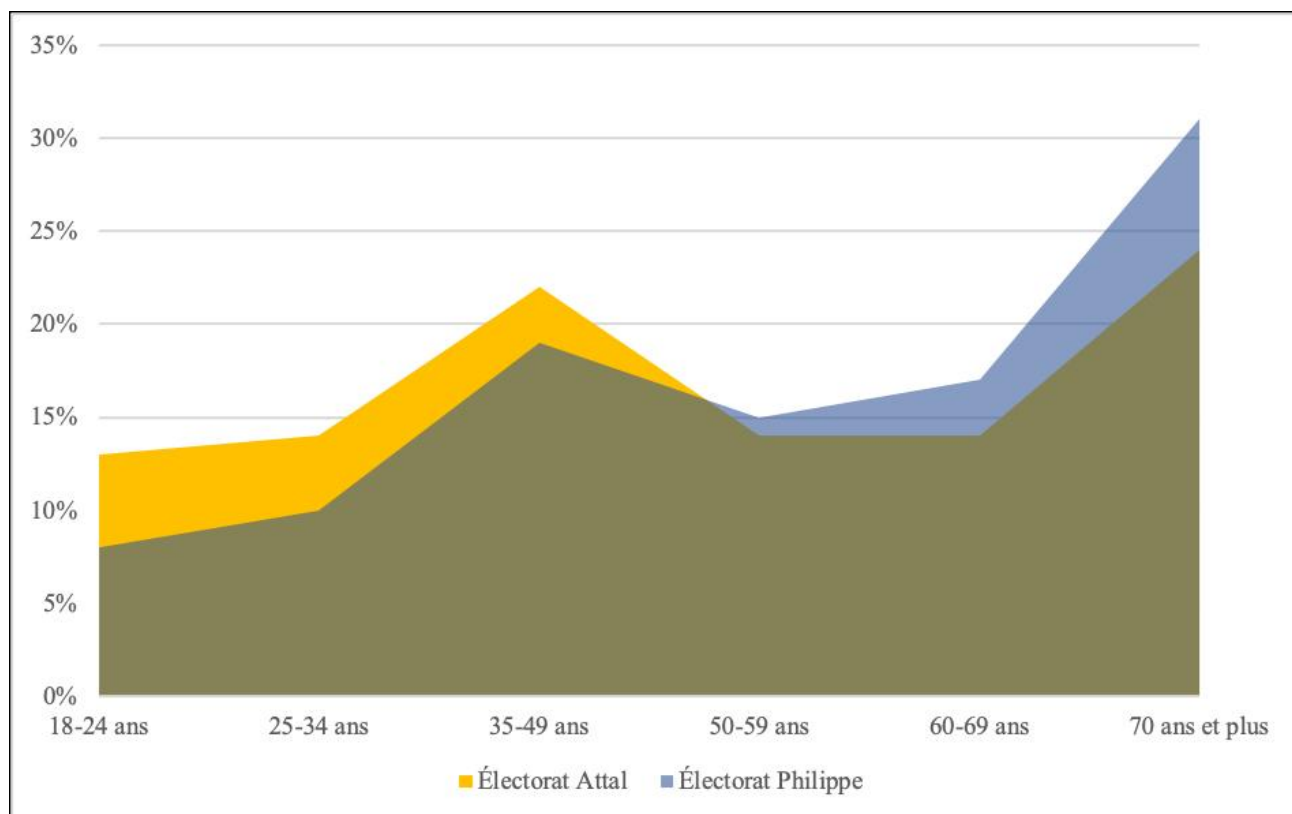
représentative et le compromis sans pour autant considérer que la situation actuelle devrait être préservée.

À ce stade, tout semble donc plaider en faveur d'une forte compatibilité entre Gabriel Attal et Édouard Philippe : même origine politique, sociologie proche, même préférence pour la modération, même volonté de réforme. Pourtant, derrière ce cœur commun, apparaissent des différences qui ne sont pas anecdotiques. Car si les deux électorats se ressemblent beaucoup dans ce qu'ils sont, ils se distinguent davantage par ce qu'ils attendent.

## **Gabriel Attal renouvelle davantage les générations, Édouard Philippe s'appuie davantage sur les plus âgés**

La première différence importante entre ces deux électorats est générationnelle. Les moins de 35 ans représentent 27% de l'électorat de Gabriel Attal, contre seulement 18% de celui d'Édouard Philippe. À l'autre extrémité, les 60 ans et plus constituent 48% de l'électorat Philippe contre 38% de l'électorat Attal. Les seuls 70 ans et plus représentent près d'un tiers des électeurs Philippe – 31% – contre moins d'un quart des électeurs Attal – 24%. La structure socioprofessionnelle reflète directement cette différence : 42% des électeurs Philippe sont retraités, contre 32% des électeurs Attal. À l'inverse, Gabriel Attal rassemble davantage d'employés – 15% contre 10% – et d'inactifs autres que retraités – 12% contre 7%.

### **Graphique 3. Structure d'âge des électorats Attal et Philippe**



Il ne faut cependant pas transformer cette différence générationnelle en opposition sociale. Les cadres supérieurs représentent 14% de l'électorat Attal et 16% de l'électorat Philippe ; les professions intermédiaires respectivement 15% et 16%. Les niveaux de diplôme et de revenu, nous l'avons vu, sont eux aussi très proches. La spécificité de Gabriel Attal est donc moins de déplacer socialement le bloc central que de le rajeunir. À l'inverse, la force démographique d'Édouard Philippe se situe beaucoup plus nettement parmi les générations les plus âgées et les retraités.

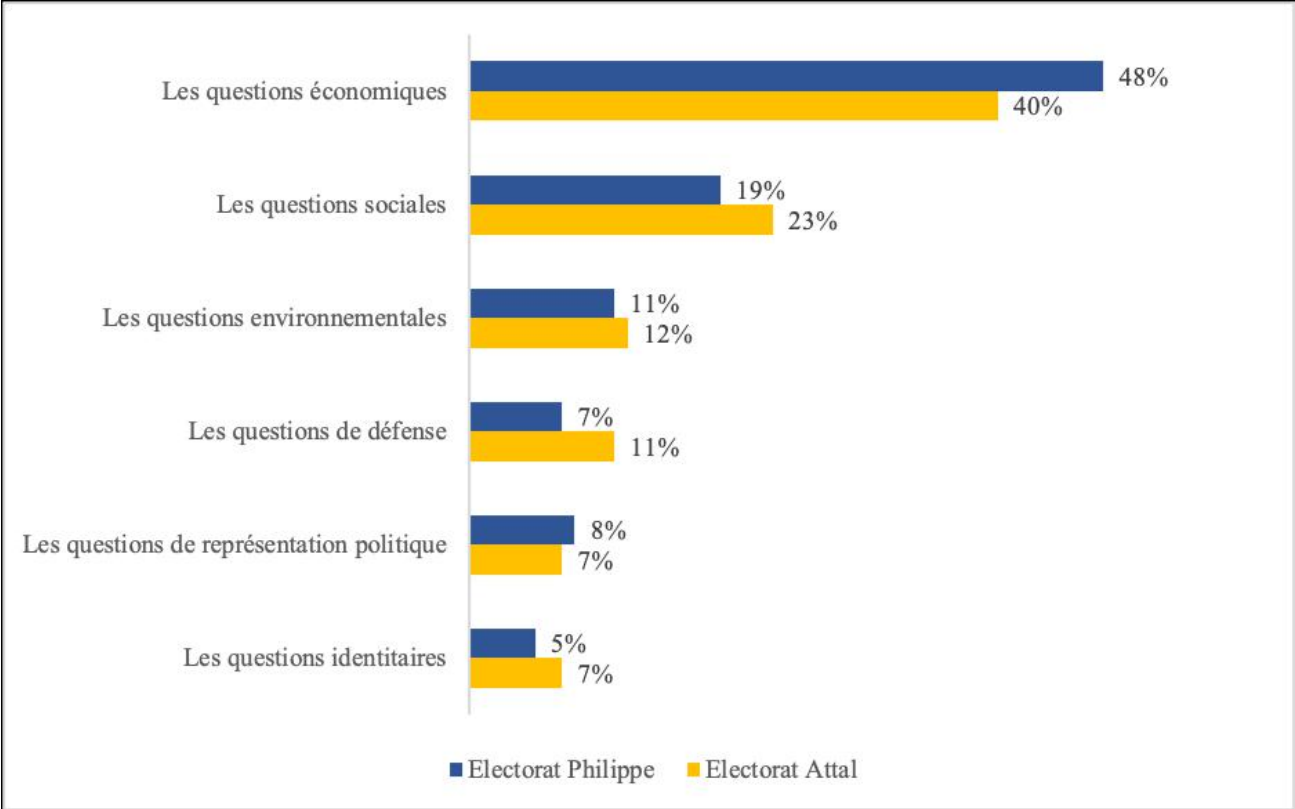
Cette différence contribue néanmoins à modifier légèrement le rapport des deux électorats à leur situation économique personnelle. Un tiers des électeurs Attal – 33% – déclarent s'en sortir difficilement avec les revenus de leur foyer, contre 29% des électeurs Philippe. Ils sont également un peu plus nombreux à considérer courir un risque important de chômage : 17% contre 14%. Ces écarts restent modestes. Mais ils prennent davantage de sens lorsqu'on les rapproche des attentes économiques des deux groupes. C'est en effet sur ce terrain que la distinction entre les deux électorats devient beaucoup plus nette.

## Édouard Philippe, le candidat de l'orthodoxie budgétaire

Dans les deux électorats, l'économie occupe une place centrale. Mais elle est encore plus structurante chez Édouard Philippe : 48% de ses électeurs font des questions économiques leur

catégorie de sujets prioritaire, contre 40% des électeurs Attal.

**Graphique 4. Question la plus importante à laquelle la France est aujourd’hui confrontée, au sein des électorats Attal et Philippe**



Surtout, les deux groupes ne mettent pas exactement la même chose derrière le mot « économie ». Chez les électeurs Philippe, la priorité économique est d’abord envisagée à travers les grands équilibres macroéconomiques. 69% déclarent que la réduction de la dette et des déficits sera déterminante dans leur choix électoral, contre 60% des électeurs Attal. 88% souhaitent diminuer les dépenses de l’État, contre 82% chez Gabriel Attal.

**Tableau 1. Sujet jugé déterminant au moment d’aller voter, chez les électeurs de Gabriel Attal et d’Édouard Philippe**

|                                              | Électorat Attal | Électorat Philippe |
|----------------------------------------------|-----------------|--------------------|
| Préserver le système de santé                | 76%             | 75%                |
| Faire en sorte que le travail paie davantage | 62%             | 52%                |

|                                                                                          |     |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| Améliorer l'attractivité de l'économie française                                         | 60% | 60% |
| Réduire la dette et les déficits                                                         | 60% | 69% |
| Améliorer le pouvoir d'achat des Français                                                | 58% | 48% |
| Améliorer le système éducatif                                                            | 54% | 52% |
| Maintenir la place de la France dans le monde                                            | 53% | 50% |
| Assurer une meilleure sécurité des biens et des personnes                                | 51% | 48% |
| Augmenter nos capacités de production d'énergie <i>via</i> le nucléaire                  | 45% | 46% |
| Mieux maîtriser l'immigration                                                            | 44% | 39% |
| Lutter contre le chômage                                                                 | 42% | 39% |
| Préserver l'environnement                                                                | 41% | 37% |
| Augmenter nos capacités de production d'énergie <i>via</i> les énergies renouvelables    | 40% | 39% |
| Baisser le niveau des impôts et des taxes                                                | 35% | 27% |
| Augmenter le budget de la défense                                                        | 34% | 29% |
| Lutter contre les discriminations (genre, origine, orientation sexuelle, religion, etc.) | 30% | 24% |
| Réduire les inégalités sociales                                                          | 29% | 23% |
| Limitier l'usage des écrans et des réseaux sociaux chez les moins de 15 ans              | 27% | 27% |

|                                                                                               |     |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| Reculer l'âge de départ à la retraite                                                         | 25% | 27% |
| Favoriser la construction de nouveaux logements                                               | 22% | 17% |
| Taxer davantage les successions des plus aisés                                                | 20% | 17% |
| Favoriser l'accès aux logements sociaux                                                       | 17% | 13% |
| Supprimer l'indexation du montant des retraites sur l'inflation, au-delà d'un certain montant | 16% | 15% |

Les retraites font apparaître une différence encore plus importante. 46% des électeurs Philippe souhaitent augmenter l'âge minimum de départ à la retraite, contre 35% des électeurs Attal. Et 40% souhaitent augmenter le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein, contre seulement 26% chez les électeurs de Gabriel Attal.

Pris ensemble, ces résultats dessinent un électorat particulièrement cohérent. La maîtrise des comptes publics n'est pas chez Édouard Philippe une préoccupation parmi d'autres : elle constitue l'élément structurant de son électorat. Il apparaît ainsi clairement comme le candidat de l'orthodoxie budgétaire. Son électorat est celui qui accepte le plus nettement l'idée que le redressement des comptes publics puisse nécessiter une réduction des dépenses et des réformes structurelles, y compris sur les retraites. Cette caractéristique éclaire aussi son positionnement politique. Édouard Philippe ne rassemble pas simplement davantage d'électeurs de droite ; il rassemble une droite et un centre droit dont l'identité économique est particulièrement affirmée. La crédibilité budgétaire, la dette et la maîtrise de la dépense constituent une partie de la cohérence de sa coalition.

Cette cohérence représente également une première frontière potentielle, car tous les électeurs du bloc central ne placent pas les mêmes enjeux derrière leur demande de réforme économique.

## **Chez Gabriel Attal, l'économie est davantage regardée depuis le portefeuille des ménages**

L'électorat de Gabriel Attal ne se situe nullement en rupture avec cette culture de maîtrise des comptes publics. 82% souhaitent diminuer les dépenses de l'État et 88% réduire la dette. Il serait

donc excessif d'opposer un électorat Philippe libéral à un électorat Attal social-démocrate. Néanmoins, les électeurs Attal associent davantage ces préoccupations à la situation économique concrète des ménages. 58% considèrent l'amélioration du pouvoir d'achat comme importante dans leur vote, contre 48% des électeurs Philippe. 62% souhaitent « faire en sorte que le travail paie davantage », contre 52% chez Philippe. La baisse des impôts et des taxes est citée par 35% des électeurs Attal, contre 27% des électeurs Philippe.

La même différence apparaît sur des dimensions plus sociales. 29% des électeurs Attal accordent de l'importance à la réduction des inégalités sociales, contre 23% chez Édouard Philippe ; 30% citent la lutte contre les discriminations, contre 24% chez Édouard Philippe. Ils sont également plus nombreux à souhaiter augmenter le montant des retraites – 52% contre 44% – ou diminuer la TVA – 36% contre 30%.

Les deux électorats partagent donc largement le même cadre économique, mais ils n'en hiérarchisent pas les objectifs de la même manière.

Chez Édouard Philippe, la question économique part davantage des comptes publics : combien l'État dépense-t-il ? Comment réduire la dette ? Quelles réformes permettent de restaurer les équilibres ? Chez Gabriel Attal, elle part davantage du niveau de vie : combien reste-t-il à la fin du mois ? Le travail rémunère-t-il suffisamment ? Comment protéger le pouvoir d'achat ? La formule peut sembler schématique, mais elle résume une différence manifeste dans les données : l'électorat Philippe regarde davantage l'économie depuis les comptes de l'État ; l'électorat Attal davantage depuis le portefeuille des ménages.

Cette distinction permet également de mieux comprendre pourquoi l'électorat Attal accorde davantage de place aux questions sociales dans son ensemble : 23% les placent parmi leurs sujets prioritaires, contre 19% des électeurs Philippe. Les questions de défense y occupent également une place supérieure – 11% contre 7%. La spécificité de l'électorat Attal n'est donc pas seulement générationnelle. Il ajoute au logiciel économique traditionnel du bloc central une attente plus forte de protection, de pouvoir d'achat et de rémunération du travail.

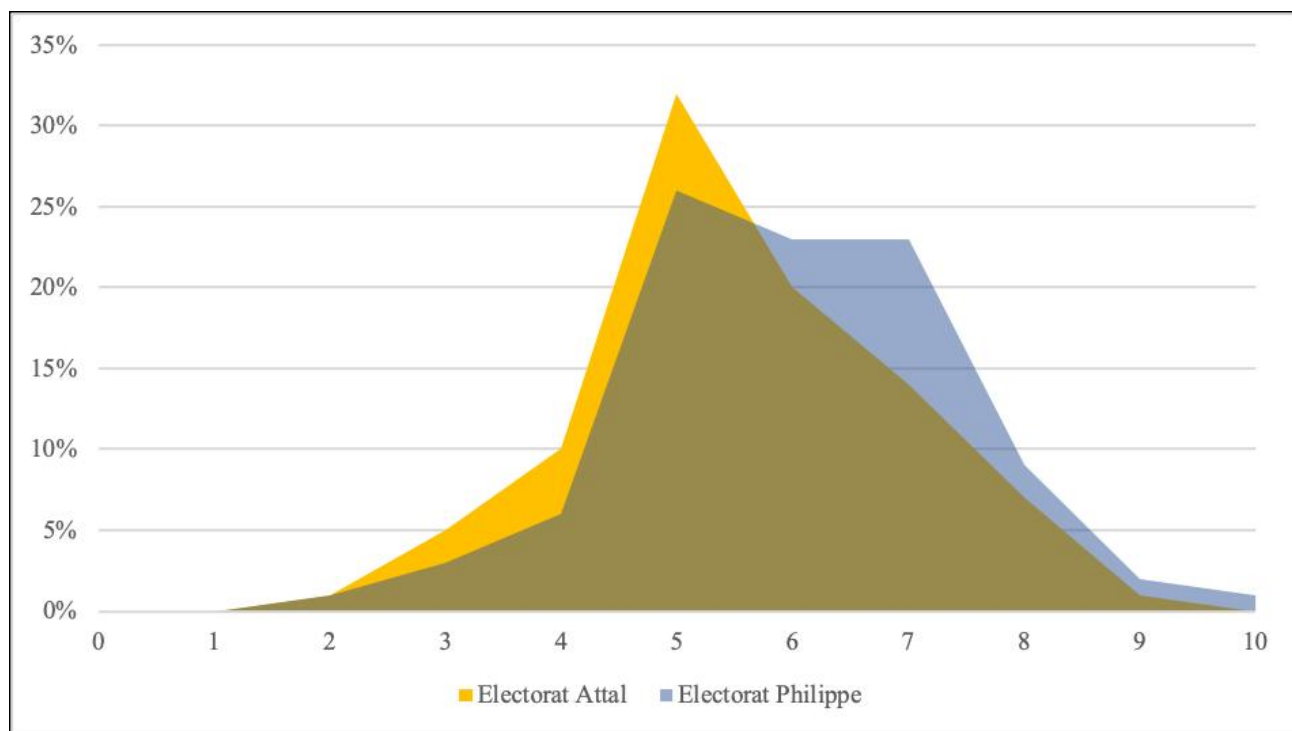
## **Gabriel Attal au centre, Édouard Philippe davantage à droite**

Ces différences économiques correspondent à une différence plus générale de positionnement politique.

Sur une échelle gauche-droite allant de 0 à 10, 32% des électeurs Attal se placent exactement au

centre, en position 5, contre 26% des électeurs Philippe. À l'inverse, 23% des électeurs Philippe se situent en position 7, contre seulement 14% des électeurs Attal.

**Graphique 5. Positionnement des électeurs de Gabriel Attal et d'Édouard Philippe sur une échelle gauche-droite**



Lorsque l'on agrège les positions situées le plus à droite de l'échelle, la différence devient particulièrement nette : 35% de l'électorat Philippe se situe entre 7 et 10, contre seulement 22% de l'électorat Attal.

Les trajectoires électorales confirment cette différence. Aux européennes de 2024, 13% des électeurs Philippe avaient voté pour la liste des Républicains, contre seulement 5% des électeurs Attal. À la présidentielle de 2022, 7% des premiers avaient choisi Valérie Pécresse, contre 3% des seconds. À l'inverse, Gabriel Attal rassemble légèrement davantage d'électeurs venus du centre gauche : 8% avaient choisi la liste Parti socialiste-Place publique aux européennes de 2024, contre 6% chez Édouard Philippe.

Édouard Philippe déplace ainsi nettement le centre de gravité de sa coalition vers la droite. Cette orientation idéologique est cohérente avec ses attentes économiques : davantage de maîtrise de la dépense, davantage d'attention à la dette et une plus forte acceptation des réformes sur les retraites.

Édouard Philippe déplace ainsi nettement le centre de gravité de sa coalition vers la droite. Cette orientation idéologique est cohérente avec ses attentes économiques : davantage de maîtrise de la dépense, davantage d'attention à la dette et une plus forte acceptation des réformes sur les retraites.

Gabriel Attal occupe un espace différent. Son électorat reste davantage concentré autour du centre et s'étend un peu plus vers le centre gauche. Cette position correspond elle aussi à ses attentes : davantage de pouvoir d'achat, davantage de préoccupations sociales et davantage de réticence à certaines réformes structurelles.

La comparaison fait donc apparaître non pas deux blocs politiques opposés, mais deux centres de gravité différents à l'intérieur du même espace.

## **Se rassembler ne signifie pas additionner les électorats**

La comparaison des électorats de Gabriel Attal et d'Édouard Philippe pourrait, à première vue, rendre crédible l'hypothèse d'un rassemblement. Même origine politique majoritaire, caractéristiques sociales proches, valeurs largement communes : tout semble indiquer que les électeurs de l'un devraient pouvoir assez facilement se reconnaître dans la candidature de l'autre.

Les scénarios de désistement montrent pourtant que cette addition est loin d'être automatique. Lorsque Gabriel Attal n'est plus présent, 56% de ses électeurs se reportent sur Édouard Philippe alors que 44% choisissent une autre option ou s'abstiennent. 14% vont en effet vers Raphaël Glucksmann, 13% s'abstiennent et 8% vont vers Bruno Retailleau. Dans l'autre sens, la circulation est encore moins importante : 44% seulement des électeurs Philippe rejoignent Gabriel Attal lorsqu'Édouard Philippe n'est plus présent, tandis que 56% choisissent un autre candidat ou s'abstiennent. 21% se reporteraient sur la candidature de Bruno Retailleau, 13% iraient vers Raphaël Glucksmann et 13% s'abstiendraient. Le premier enseignement est donc simple : un accord entre Gabriel Attal et Édouard Philippe ne suffirait pas à additionner automatiquement leurs électorats.

Plus encore, les reports sont asymétriques. Édouard Philippe constitue une solution de remplacement pour une courte majorité des électeurs Attal, Gabriel Attal n'en constitue une que pour une minorité des électeurs Philippe. Derrière deux candidatures issues du même espace politique, apparaissent donc des degrés de compatibilité différents.

Pour comprendre cette asymétrie, il faut regarder non plus seulement qui vote Gabriel Attal et qui

vote Édouard Philippe, mais qui accepte de passer de l'un à l'autre – et surtout qui refuse de le faire.

C'est alors qu'apparaît la véritable géographie de leurs électorats. Il n'existe pas simplement un électorat Attal face à un électorat Philippe, mais trois espaces : un cœur commun dans lequel les deux candidatures sont largement substituables ; une périphérie propre à Gabriel Attal pour laquelle Édouard Philippe ne l'est plus ; et une périphérie propre à Édouard Philippe qui refuse à son tour Gabriel Attal.

## **Au cœur du bloc central, Gabriel Attal et Édouard Philippe sont presque interchangeables**

Le résultat le plus spectaculaire concerne les électeurs qui acceptent le rassemblement. Qu'ils choisissent initialement Gabriel Attal ou Édouard Philippe, leur profil politique est presque identique.

Parmi les électeurs Attal qui accepteraient de voter Édouard Philippe<sup>1</sup>, 82% avaient voté Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle de 2022. Parmi les électeurs Philippe susceptibles de rejoindre Gabriel Attal, ils sont 81%. Même symétrie aux élections européennes de 2024 : 56% des électeurs Attal transférables vers Édouard Philippe avaient voté Renaissance ; c'est le cas de 59% des électeurs Philippe transférables vers Gabriel Attal. Leur positionnement politique confirme cette proximité. Parmi les électeurs Attal susceptibles de rejoindre Édouard Philippe, 77% se situent entre les positions 5 et 7 de l'échelle gauche-droite. Du côté d'Édouard Philippe, les électeurs transférables vers Gabriel Attal sont eux aussi très concentrés au centre et au centre droit : 57% se situent sur les seules positions 5 et 6.

Autrement dit, plus on se rapproche du cœur historique du bloc central, moins le choix entre Gabriel Attal et Édouard Philippe semble constituer une frontière politique véritable.

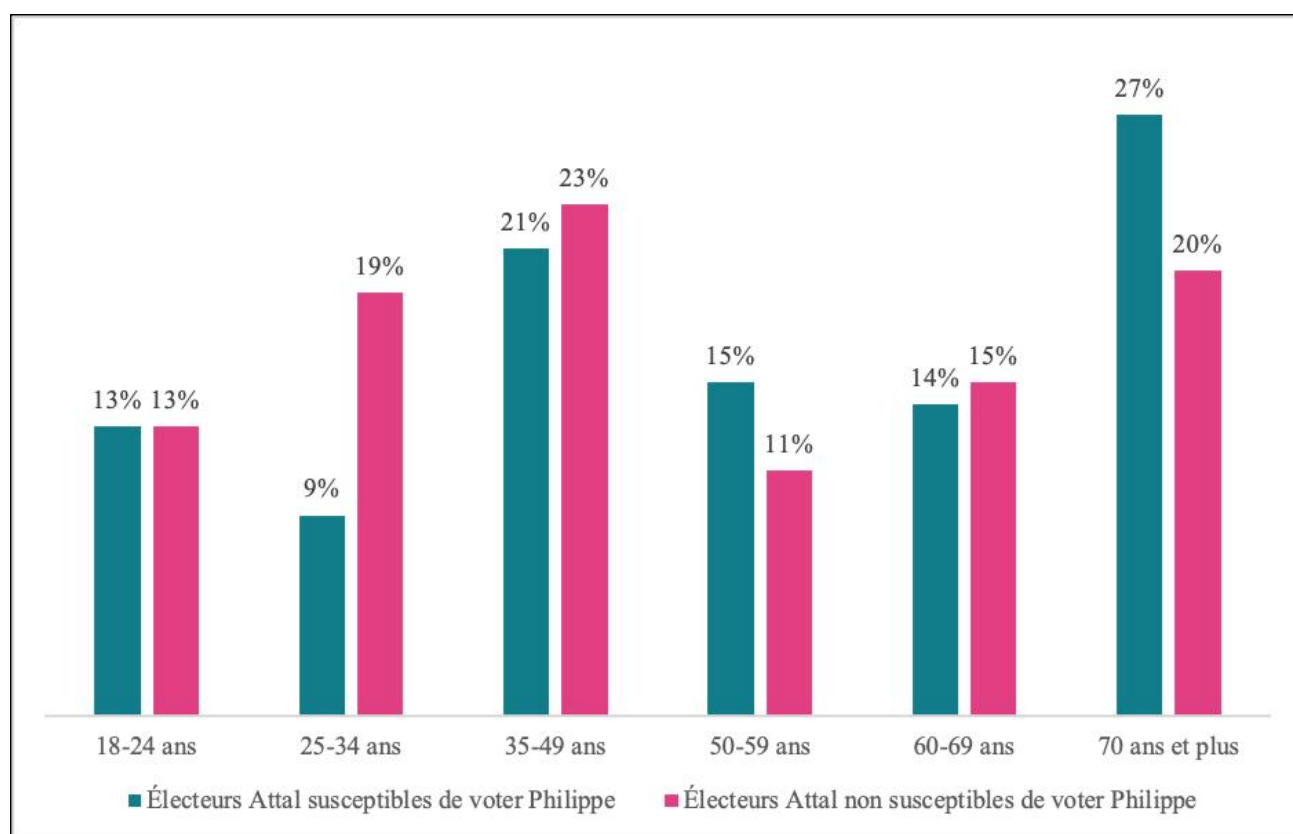
Ces électeurs qui ont massivement voté Emmanuel Macron en 2022 sont beaucoup plus nombreux à être restés fidèles à Renaissance en 2024 et se concentrent au centre ou au centre droit de l'espace politique. Pour eux, Gabriel Attal et Édouard Philippe apparaissent comme deux offres différentes mais compatibles. Leur rapport actuel à Emmanuel Macron renforce encore ce constat. Chez Gabriel Attal, 38% des électeurs susceptibles de rejoindre Édouard Philippe se déclarent satisfaits de l'action du président de la République, contre seulement 18% parmi ceux qui refuseraient Édouard Philippe. Chez les électeurs Philippe, les proportions sont respectivement de 30% et 17%.

## La limite d'Édouard Philippe : les jeunes et la composante sociale du centre

Les électeurs de Gabriel Attal qui refusent de rejoindre Édouard Philippe ont un profil particulièrement cohérent. Et, surtout, ils concentrent précisément les caractéristiques qui distinguaient déjà l'électorat Attal dans son ensemble.

Ils sont d'abord nettement plus jeunes : les moins de 35 ans représentent 32% des électeurs Attal qui refuseraient Édouard Philippe, contre seulement 22% de ceux qui accepteraient de voter pour lui. À l'inverse, les retraités représentent 28% des premiers contre 35% des seconds. La spécificité générationnelle de Gabriel Attal identifiée dans la première partie n'est donc pas répartie uniformément dans son électorat : elle se concentre précisément parmi ceux pour lesquels Édouard Philippe n'est pas une solution de remplacement acceptable.

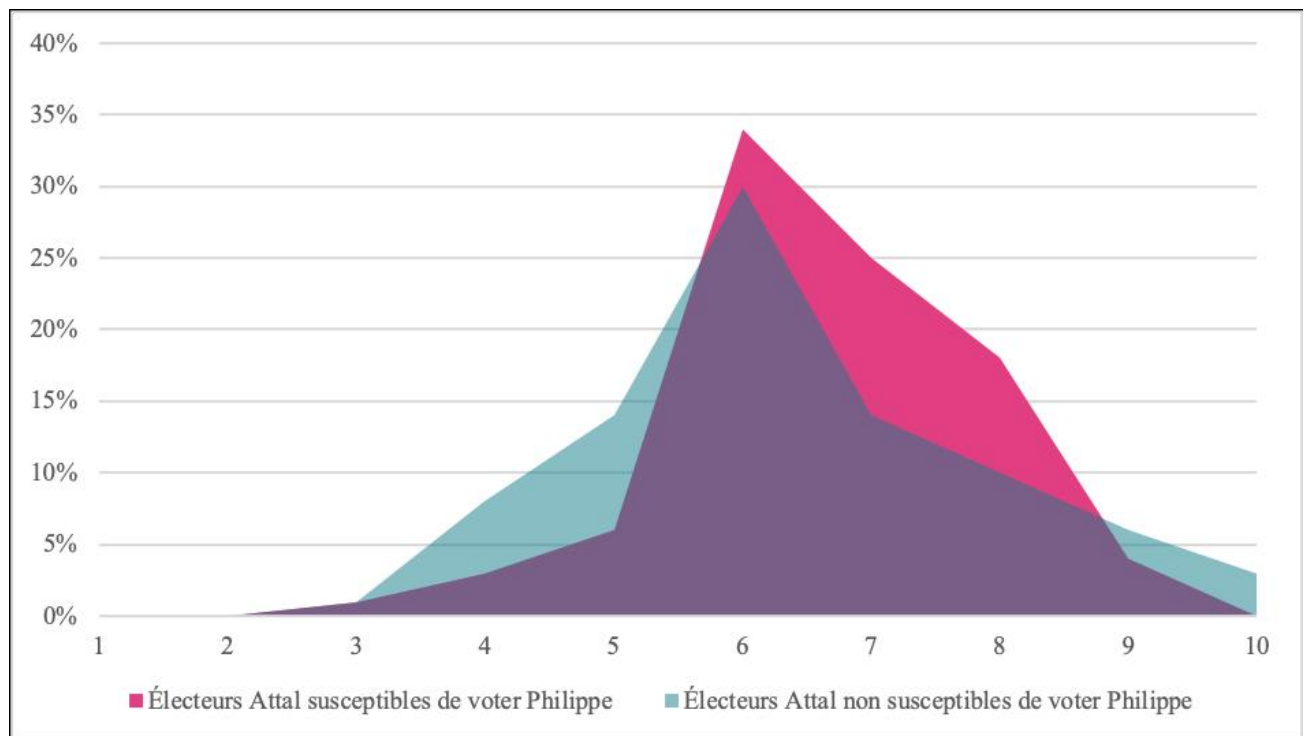
**Graphique 6. Structure d'âge des électeurs de Gabriel Attal susceptibles de voter Édouard Philippe en cas de désistement et de ceux refusant de voter Édouard Philippe**



La même logique apparaît sur l'axe gauche-droite. Les positions 3 et 4 rassemblent 22% des électeurs Attal qui refusent Édouard Philippe, contre seulement 9% de ceux qui accepteraient de le rejoindre. À l'inverse, 77% des électeurs transférables se situent entre 5 et 7, contre 54% des non-transférables. Il faut évidemment éviter de transformer cette population en électorat de gauche :

57% de ces électeurs avaient encore voté Emmanuel Macron en 2022 et leur centre de gravité demeure dans l'espace central. Mais ils constituent clairement la composante la plus centre gauche de l'électorat Attal.

**Graphique 7. Positionnement sur une échelle gauche-droite des électeurs de Gabriel Attal susceptibles de voter Édouard Philippe en cas de désistement et de ceux refusant de voter Édouard Philippe**



Surtout, leur différence est également économique et sociale. 36% des électeurs de Gabriel Attal ne souhaitant pas voter Édouard Philippe déclarent rencontrer des difficultés financières, contre 30% des électeurs Attal susceptibles de rejoindre Édouard Philippe. Seuls 50% se disent satisfaits de la vie qu'ils mènent, contre 63% des électeurs transférables. Leurs attentes en matière de politiques publiques sont également sensiblement plus protectrices : 27% seulement souhaitent augmenter l'âge minimum de départ à la retraite, contre 41% des électeurs Attal qui accepteraient Édouard Philippe.

Les retraites fonctionnent ici comme un révélateur particulièrement efficace. Dans la première partie, nous avons montré que l'électorat Philippe se caractérisait par une plus forte adhésion à l'orthodoxie budgétaire et aux réformes structurelles. Or c'est précisément parmi les électeurs Attal les plus réticents à ce type de réformes que le report vers Édouard Philippe devient le plus difficile.

La force d'Édouard Philippe dessine donc aussi sa faiblesse. Son positionnement économique

cohérent et son ancrage plus marqué à droite lui permettent de rassembler un électorat spécifique, mais ils fixent également une frontière : une partie des électeurs plus jeunes, plus ancrés au centre gauche et plus protecteurs économiquement qui choisissent Gabriel Attal ne le suivent plus. Ce résultat donne une portée particulière à la spécificité de Gabriel Attal. Celui-ci ne se contente pas de rajeunir statistiquement le bloc central : il maintient dans son électorat une population pour laquelle une offre plus nettement située au centre droit et associée à l'orthodoxie budgétaire cesse d'être automatiquement acceptable. C'est la première limite du rassemblement.

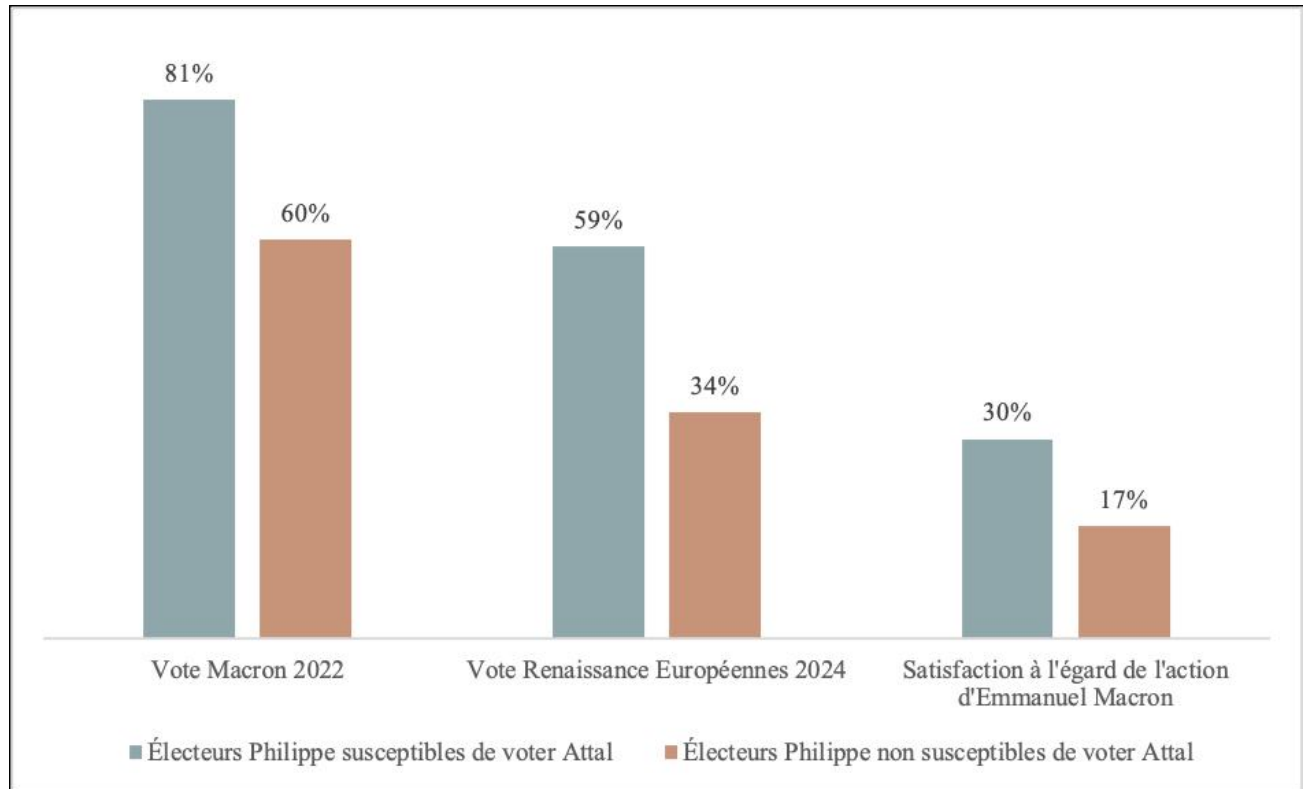
## **La limite de Gabriel Attal : la droite... mais surtout Emmanuel Macron**

Dans l'autre sens, le mécanisme est sensiblement différent. Les électeurs d'Édouard Philippe qui refusent Gabriel Attal ne se distinguent d'abord pas par leur âge ou leur situation sociale. La frontière est beaucoup plus nettement politique. Ils sont davantage situés à droite : 38% se positionnent entre 7 et 10 sur l'échelle gauche-droite, contre 29% des électeurs Philippe susceptibles de rejoindre Gabriel Attal. À l'inverse, les positions 5 et 6 rassemblent 57% des électeurs transférables vers Gabriel Attal, contre 42% des non-transférables. Leurs trajectoires électorales vont dans le même sens : 10% des électeurs Philippe qui refusent Gabriel Attal avaient voté Valérie Pécresse en 2022, contre 4% de ceux qui accepteraient de le rejoindre. Aux européennes de 2024, 15% avaient voté pour la liste des Républicains, contre 10% chez ceux qui accepteraient de rejoindre Gabriel Attal.

Gabriel Attal rencontre donc bien une frontière à droite. Mais les données suggèrent que celle-ci ne suffit pas à expliquer son problème. Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, les préférences économiques différencient très peu les électeurs Philippe qui acceptent Gabriel Attal de ceux qui le refusent. 86% des premiers souhaitent diminuer les dépenses de l'État ; ils sont 89% parmi les seconds. L'orthodoxie budgétaire est donc une caractéristique générale de l'électorat Philippe, pas ce qui détermine principalement son acceptation ou son rejet de Gabriel Attal.

La fracture la plus spectaculaire se situe ailleurs : dans le rapport à Emmanuel Macron. Parmi les électeurs Philippe qui accepteraient de rejoindre Gabriel Attal, 81% avaient voté Emmanuel Macron en 2022. Parmi ceux qui refusent Gabriel Attal, cette proportion tombe à 60%. L'écart devient encore plus important lorsqu'on observe les européennes de 2024 : 59% des premiers avaient voté Renaissance, contre seulement 34% des seconds. Enfin, 30% des électeurs Philippe transférables vers Gabriel Attal se déclarent encore satisfaits de l'action d'Emmanuel Macron, contre seulement 17% de ceux qui refuseraient Gabriel Attal.

**Graphique 8. Rapport au macronisme des électeurs d'Édouard Philippe susceptibles de voter Gabriel Attal en cas de désistement et de ceux non susceptibles de voter Gabriel Attal même en cas de désistement**



Les trois indicateurs racontent la même histoire : plus les électeurs Philippe restent proches du macronisme, plus Gabriel Attal leur est acceptable ; plus ils s'en sont éloignés, moins il l'est. C'est ici qu'apparaît probablement la principale fragilité spécifique de Gabriel Attal : son principal adversaire n'est peut-être pas Édouard Philippe, mais Emmanuel Macron.

Les problématiques rencontrées par Gabriel Attal et Édouard Philippe sont donc sensiblement différentes. La difficulté de ce dernier est de franchir la frontière sociale, générationnelle et idéologique située sur la gauche du bloc central. Celle de Gabriel Attal est davantage de parvenir à franchir une frontière politique constituée par des électeurs ayant pu voter Emmanuel Macron mais qui ne se reconnaissent pas dans une continuité.

## **Le rassemblement fonctionne au cœur du macronisme, beaucoup moins à ses périphéries**

Les scénarios de désistement permettent finalement de dessiner une géographie beaucoup plus précise de l'espace Attal-Philippe. Au cœur se trouve un électorat largement interchangeable. Il vient massivement du vote Macron de 2022, a davantage conservé son soutien à Renaissance en

2024 et se situe principalement au centre et au centre droit. Pour lui, le choix entre Gabriel Attal et Édouard Philippe constitue davantage une préférence entre deux candidatures compatibles qu'une frontière politique. De part et d'autre de ce cœur, apparaissent en revanche deux populations beaucoup plus spécifiques.

Du côté de Gabriel Attal, une périphérie plus jeune, plus inscrite au centre gauche, légèrement plus fragile économiquement et davantage en attente de protection sur les enjeux sociaux. C'est là qu'Édouard Philippe rencontre sa principale limite. Du côté de celui-ci, une périphérie davantage située à droite, plus souvent passée par la droite traditionnelle et surtout plus distante d'Emmanuel Macron.

Cette structure permet de comprendre l'asymétrie des reports. Édouard Philippe récupère une courte majorité des électeurs Attal ; Gabriel Attal seulement une minorité des électeurs Philippe. Ce n'est pas parce que leurs cœurs électoraux seraient très différents : ils sont au contraire remarquablement semblables. C'est parce que leurs périphéries ne sont ni de même nature ni également compatibles avec l'autre candidature.

## **Conclusion : le « bloc central » peut-il vraiment être rassemblé ?**

L'hypothèse d'un rassemblement entre Gabriel Attal et Édouard Philippe repose sur une évidence en apparence : issus du même espace politique et partageant une grande partie de leur socle électoral, les deux candidats devraient pouvoir réunir leurs forces si le risque d'une élimination au premier tour venait à l'exiger. Cette étude montre que les choses sont plus complexes. Un désistement peut régler le problème de l'offre électorale, il ne règle pas nécessairement celui de la demande. Les candidats peuvent décider de se rassembler, mais leurs électeurs ne les suivent pas automatiquement. Le paradoxe tient précisément à la structure de leurs électorats. Leur cœur est remarquablement proche et largement interchangeable. Les difficultés commencent à leurs périphéries, là où apparaissent justement les populations qui font la singularité de chacune des deux candidatures. Trois enseignements méritent ainsi d'être retenus.

Premier enseignement, Édouard Philippe rassemble un électorat plus âgé, plus à droite et fortement structuré autour de l'orthodoxie budgétaire. Mais cette cohérence constitue aussi sa principale frontière : une partie des électeurs plus jeunes, plus centraux et plus sensibles aux enjeux sociaux qui choisissent Gabriel Attal ne se reconnaît pas automatiquement dans sa candidature. Tout l'enjeu pour lui dans les prochains mois sera ainsi de développer un programme et des propositions susceptibles de convaincre un électorat qui considère que la rigueur budgétaire ne constitue pas le seul horizon souhaitable.

Deuxième enseignement, Gabriel Attal rencontre une difficulté différente. Son électorat est plus jeune, davantage situé au centre et plus attentif au pouvoir d'achat et à la rémunération du travail. Mais son acceptabilité diminue nettement parmi les électeurs Philippe qui se sont le plus éloignés du macronisme. Pour Gabriel Attal, le principal enjeu n'est donc peut-être pas tant la concurrence exercée par Édouard Philippe que la nécessité de se distinguer plus nettement du simple héritage d'Emmanuel Macron.

Enfin, troisième enseignement, un éventuel désistement de Gabriel Attal au profit d'Édouard Philippe laisserait disponible une partie non négligeable de son électorat. Plus jeunes, davantage situés au centre gauche et plus sensibles aux enjeux de pouvoir d'achat et de protection sociale, ces électeurs constituent un espace potentiel de concurrence pour des offres politiques situées à la gauche du bloc central. Le rassemblement de Gabriel Attal et d'Édouard Philippe pourrait donc simultanément réduire la fragmentation des candidatures au centre et ouvrir un nouvel espace de compétition sur sa gauche.

C'est finalement tout le paradoxe du « bloc central » à l'approche de 2027 : il demeure suffisamment cohérent pour que ses principaux candidats puissent envisager de se rassembler, mais suffisamment fragmenté pour qu'aucun d'entre eux ne puisse considérer les électeurs de l'autre comme acquis. Le rassemblement, s'il doit avoir lieu, ne pourra donc pas seulement être celui des candidats : il restera encore à convaincre les électeurs.

1. Dans l'Enquête électorale française, plusieurs scénarios de vote ont été testés. Cela permet de comprendre le comportement d'un électeur en fonction de la présence ou de l'absence d'un candidat. Par exemple, un « électeur Attal susceptible de voter Philippe » correspond à un électeur qui vote Gabriel Attal dans une configuration où Édouard Philippe et Gabriel Attal sont tous les deux candidats et qui vote Édouard Philippe dans une configuration où Édouard Philippe est le seul candidat du bloc central.